

Le Libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un minimum social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an	8 francs
Six mois	4 —
Trois mois	2 —

REDACTION ET ADMINISTRATION

PARIS — 69, Boulevard de Belleville, 69 — PARIS

Tous les Mandats doivent être adressés au nom de BIDAULT

ABONNEMENTS POUR L'EXTÉRIEUR

Un an	10 francs
Six mois	5 —
Trois mois	2 fr. 50

Les Anarchistes au 6^e Conseil de Guerre

LE PROCÈS

Penser est un crime : c'est Clemenceau qui nous le prouve en faisant poursuivre les anarchistes. Les enseignements de l'histoire n'ont rien appris à nos maîtres. Ils sont toujours participants de cette vieille conception qui ordonne de mettre à l'ombre tous ceux qui professent des idées prétendues subversives. Comme si la prison avait quelquefois arrêté l'idée. — L'idée ! cette grande idée pour qui sont morts, les Jésus-Christ, les Jean Huss, les Dolé, les Chevalier de la Barre, les Ferrer etc.

Et comme le disait si bien d'une façon si simple notre ami Content au Conseil de Guerre : « Vous pouvez me condamner, messieurs, mais sachez bien que ce ne sont pas vos condamnations antérieures qui ont modifié ma façon de voir, au contraire. » Pour nous, toute la Vérité est là. Forts de notre foi en notre idéal, nous ferons, sans nous soucier des poursuites imbéciles, comme le nègre : nous continuerons.

Nos lecteurs se rappellent que notre ami Content fut arrêté en février dernier, c'est-à-dire au lendemain de l'acte accompli par Cottin. Alors que l'attentat était purement individuel, le gouvernement voulait une affaire : à toute force, il désirait bécoter un complot dans lequel, en englobant certains camarades et en exhumant les lois schématiques dont aucun de ses prédécesseurs, pendant la guerre, n'avait voulu se servir, en traînant nos amis devant une juridiction spéciale : le conseil de guerre, il espérait faire sombrer notre Libertaire.

Une instruction fut ouverte contre Content, lui reprochant d'avoir VOULU éditor un tract ayant pour titre *Au Peuple Français*.

Son arrestation fut suivie de celle de notre camarade Béranger, vieux militant bien connu à Roubaix, à qui l'on reprochait la composition du manifeste Content et la réimpression d'une brochure ayant pour titre *Les Gouvernements alliés contre les Soviets*. Quelques temps après, c'est l'arrestation, à Beauvais, du camarade Rigaut, bon militant socialiste, pour avoir distribué à des soldats la brochure imprimée par Béranger.

On se rappelle la mise au droit commun de tous les inculpés. Ils furent transférés au régime politique après que Content eut fait pendant sept longs jours la grève de la faim.

Première Audience

Le 9 avril 1919, nos camarades Content, Béranger, Rigaut et Fabre ont comparu devant le 5^e conseil de guerre.

À 1 heure 20. — Le conseil entre en séance. Une petite porte s'ouvre : on introduit les accusés.

C'est avec émotion que nous voyons apparaître notre courageux et sympathique camarade Content. D'un regard rapide, il parcourt la salle : des mains s'agitent en témoignage d'affection et de solidarité.

Le Président procède à l'interrogatoire d'identité. C'est d'une voix rauque que Content déclare sa profession comme « ex-administrateur gérant du Libertaire ».

Ensuite le greffier donne lecture du rapport du capitaine Grébaud :

Le 16 décembre 1918, le commissaire de police, M. Gaud, se rendait à l'imprimerie Fabre pour y opérer la saisie d'un tract intitulé « Au Peuple Français ! » et qui était pour le Libertaire « le gérant, Julien Content ». Au premier étage, dans une pièce spécialement mise par M. Fabre à la disposition d'un anarchiste militant du nom de Béranger, il trouva toute préparée pour le travail d'impression la forme du tract qu'il recherchait. Béranger présent lui déclara que, si la forme et le tract, était prêt, le tirage n'avait plus encore été commencé. Le fait avait exemplaire ne fut découvert à l'imprimerie Fabre.

M. Gaud trouva dans la même pièce plusieurs milliers d'exemplaires d'une brochure intitulée « Les Gouvernements alliés contre les Soviets » et 200 exemplaires d'une autre brochure signée de Romain Rolland et ayant pour titre : « Aux Peuples assassinés ». Ces brochures ne portant aucun nom d'imprimeur et non visées par la censure furent saisies par M. Gaud en même temps que la forme et le tract.

Ces brochures, la première surtout, ont été en grande quantité, répandues clandestinement dans les milieux anarchistes, tant à Paris qu'en province.

Le rapport continue :

« La loi du 28 juillet 1894, ayant pour objet de réprimer les moeurs anarchistes, puni dans son article 2 les individus coupables dans un but de propagande anarchiste, en dehors des cas prévus aux articles 24 et 25 de la loi de 1881 sur la presse, soit par provocation, soit par apologie des faits spécifiés auxdits articles, incite une ou plusieurs personnes à commettre soit un vol, soit des crimes de meurtre, de pillage ou d'incendie ».

Or, la seule lecture du tract « Au Peuple Français » incite à la révolte armée.

Le capitaine Grébaud déclare ensuite que cet appel fut communiqué à cinq personnes, mais il n'en a retrouvé aucune. Béranger est poursuivi pour avoir composé la brochure « Les Gouvernements alliés contre les Soviets » et avoir édité « Aux Peuples assassinés » de Romain Rolland. Le commissaire rapporteur le déclare le principal responsable de la diffusion des brochures.

À Fabre, il reproche d'avoir imprimé « Les Gouvernements alliés contre les Soviets ».

Après la lecture du rapport, M. Mauranges, avocat de Content et de Rigaut, demande la séparation des deux affaires. Il n'y a, en effet, aucun lien entre elles. Le Commissaire du gouvernement, M. de Meur, se pose aux conclusions de M. Mauranges. Le conseil rejette la demande de la défense.

C'est dans une attitude fière et courageuse que nous voyons Content répondre à l'accusation. Le Commissaire du gouvernement reconnaît, lui-même, son courage, sa noblesse et pense que l'accusé n'est pas un homme à se dérober par une décapitation.

Content se dit l'auteur d'un article paru dans le Libertaire avec tous les éloges exigés par la censure, article qui, d'après le dire même de M. de Meur, est le même, à quelques mots près, que le tract incriminé. Il réclame l'entière responsabilité.

Puis, avec une grande franchise et une certaine cranerie, notre camarade Béranger répond à l'accusation. Il dit avoir composé la brochure « Les Gouvernements alliés contre les Soviets » et reconnaît ne pas l'avoir soumise à M. de Meur. Mais, ajoute-t-il, c'était la reproduction de la même brochure précédemment tirée par une autre imprimerie.

L'article de Romain Rolland « Aux peuples assassinés », il l'a lu dans un journal. La lecture fut, pour lui, si captivante qu'il se permit de l'imprimer au risque de se priver de son pain. « Je ne regrette qu'une chose, dit-il, c'est de ne pas avoir eu assez de fortune, car ce n'est pas par centaines, mais par milliers que j'en aurais imprimées ».

Fabre se lève ensuite et explique son rôle de travailleur à façon. Rigaut reconnaît très loyalement le fait qui lui est reproché. Il dit être avide de vérité et avide de la faire connaître aux autres. En distribuant la brochure, il voulait seulement instruire les soldats de ce que la Censure ne leur laissait pas connaître.

Les témoins arrivent à la barre. M. Gaud se présente seul pour l'accusation. Sa déposition n'apporte aucun fait nouveau.

Ce sont, ensuite les témoins de la défense.

Un député, des amis, viennent déposer en faveur de Rigaut. Tous s'accordent pour affirmer que le crime de diffusion des brochures, reproché à Rigaut, a été commis bien avant lui. C'est ainsi que le 13 décembre a une réunion socialiste, présidée par Marcel Cachin, l'ouvrage « Les Gouvernements Alliés contre les Soviets » avait été vendu et distribué gratuitement en présence du commissaire de police et d'agents.

Notre camarade Casteau succède aux témoins et avec un beau courage, il revendique ses responsabilités dans les faits reprochés à Rigaut. « J'en ai fait plus que lui, dit-il, avant lui, j'ai distribué la brochure. Comme communiste anarchiste, je ne me suis pas caché de faire de la propagande. Et se retournant avec complaisance vers le Commissaire du gouvernement, il réclame la place de Rigaut.

« C'est regrettable, dit M. de Meur, que nous sachions trop tard la part que vous y avez prise ».

« Il n'est jamais trop tard pour bien faire », répond Casteau.

Allons-nous assister à une arrestation en pleine séance ? Non... Le président se contente de lui dire de se retirer.

Voilà maintenant la grande et noble Séverine.

« J'ai vu déjà Content à cette même place, déclare-t-elle, et j'ai toujours, pour lui, la même estime. C'est un sincère, incapable du moindre esprit de lucre. C'est un

homme foncièrement honnête, il est connu pour sa vie très honorable et pout de la réputation la plus intacte que l'on puisse trouver. Mais puisque je suis ici, voulez-vous me permettre de vous dire autre chose ?... Je crois que le fait de vouloir emprisonner la pensée est une erreur dangereuse. Plus il y a de périls à exprimer une idée, plus elle intéresse. Les délits de la pensée semblent à la classe ouvrière, la plus grande atteinte que l'on puisse faire à sa dignité. Le peuple aime la vérité. Pourquoi la lui cacher ? Et on voit, maintenant écloquer la pensée de ceux qui défendent sa cause. Encore une fois, c'est dangereux, permettez-moi de vous le dire.

« A cette question de M. Mauranges : « Pensez-vous que le tract de Content eût pu pousser à l'acte de Cottin ? » Mme Séverine répond : « Je m'efforce que l'on pose cette question quand on n'a pas songé à demander si certains écrits d'ont pas poussé à l'acte de Villain ».

« Je terminerai en vous demandant, non pas un peu d'indulgence, mais beaucoup de réflexion avant de prendre une décision devant ce cas qui est un peu spécial ».

Content, d'une voix émue et reconnaissante remercie Mme Séverine, qui lui répond : « Vous et tous les vôtres vous savez que je serai toujours là, quand vous aurez besoin de moi ».

Et est au bruit des applaudissements que Mme Séverine quitte la salle.

Puis, c'est une seconde de silence, une émotion intense étreint tous les cours. Les accents de cette voix chaude et pénétrante semblent encore résonner dans cette salle laide et triste : la pensée si simple et si belle et si noble femme plane au-dessus de tous.

Georges Pioch, le généreux et énergique défenseur des causes nobles, vient ensuite à la barre.

« Content, dit-il, est un être ardent et sincère, courageux, et qui, en son loyer, a fait, sa foi dans un bel idéal, fait honneur à la nature humaine. Je m'étonne, au nom de la renommée française, que l'on puisse en 1919, lorsque nous avons l'honneur d'avoir comme Président du Conseil, un homme qui lui-même, au nom de la liberté de pensée, poursuivre pour un écrit qui n'a pas été publié. Mais si M. Clemenceau n'est plus, comme il le fait, dit, l'homme de « La Mêle Sociale », du « Grand Pan », permettez-moi de l'en plaindre.

« On a beaucoup promis au peuple, il a tant donné, tant sacrifié, et quand il voit que le pays de Rabelais, des Encyclopédistes, de Pascal, d'Hugo, ne possède même pas la liberté d'opinion, il s'indigne et se révolte. On n'aurait pas plus la liberté qu'on ne peut la lui donner. Quand on lui a dit, l'homme de la Mêle Sociale, « elles se vengent, l'une comme l'autre, le peuple chez qui on veut écloquer la pensée ».

Puis Georges Pioch serre la main de Content et lui dit : « Content, si vous n'avez pas de quoi vivre, je vous en donne, mais ne vous laissez pas aller à l'enthousiasme ».

Notre ami et collaborateur Gendol vient ensuite déposer en faveur de son ami. Il dit la sympathie, l'estime de tous ceux qui connaissent l'homme énergique et loyal, qui a le courage de ses opinions.

« L'anarchie n'est pas une chose nouvelle », continue Gendol et le temps n'est pas si éloigné où les meilleurs écrivains français étaient anarchistes ou tout au moins anarchistes. C'était l'époque du *Mercur* ».

« Blanche » collaborait Remy de Gourmont, Paul Adam, Pierre Quillard et tant d'autres qui flirtèrent avec l'anarchie.

« Ce que pense Content, ce qu'il dit, nous le retrouvons dans les plus belles pages de nos grands écrivains, Montaigne, la Boétie, Rabelais, etc. ».

Sur ce dernier témoignage, le président suspend la séance jusqu'au lendemain, à 1 heure.

Deuxième Audience

C'est la suite de l'audition des témoins. L'on entend d'abord les députés Mayéras, Lafont, Franklin-Bouillon, Ferdinand Buisson, etc. ; Guernut, de la « Ligue des Droits de l'Homme » ; Frossard et Lorient, du Parti socialiste. Tous témoins la requête de Rigaut, qui viennent déposer, les uns comme témoins de moralité venant affirmer que le camarade Rigaut est un sincère et un désintéressé ; les autres venant donner des renseignements concernant les événements de Russie.

C'est ensuite les témoins cités par Content.

Hubert vient déclarer sa bonne camaraderie vis-à-vis de notre ami.

Péridot lui succède et, sur une question du président, déclare que l'acte de Cottin fut la conséquence de la tyrannie cléricale et que la victime, dans cette affaire, c'est Cottin. Péridot charge à fond contre tous les renégats y compris Clemenceau.

Sur l'intervention du commissaire du gouvernement voulant l'empêcher de continuer, Péridot répliqua courtoisement : « Vous m'avez fait juré de dire la vérité, je m'exécute », et il continua d'exprimer sa façon de penser : ajoutons que l'incident resta tout à l'honneur de notre camarade.

C'est ensuite le tour de notre ami Lemellour, qui déclare que les persécutions n'arrêteront pas le développement des idées anarchistes, car, un anarchiste arrêté, dix autres le remplacent. Il rappelle son cas personnel, disant que ce ne sont pas les condamnations qu'il a encourues qui l'ont empêché d'être et de rester anarchiste ; il continue en disant que si le gouvernement a voulu viser à la disparition du Libertaire, il s'est lourdement trompé. Il termine en affirmant chaleureusement sa complète solidarité avec Content et lui renouvelle l'expression de sa bonne camaraderie.

L'audition des témoins est terminée. Après la suspension d'audience, Béranger fait sa déclaration, courageuse, il faut le dire.

C'est l'histoire de sa vie qu'il nous raconte en termes émouvants et il revendique la responsabilité de ses actes, c'est-à-dire l'impression de la brochure, et regrette en terminant de ne pas avoir été plus riche pour la répandre à des milliers d'exemplaires.

Ce fut ensuite au tour de Content de faire ses déclarations, dont nous sommes heureux de pouvoir faire profiter nos lecteurs.

Et voici ce que déclara notre ami :

« Le régime de l'arbitraire qui s'est exercé au cours de la guerre d'une façon si odieuse n'a pas fait place, après la victoire du droit, dans ce pays où l'on s'est battu pour le salut de la liberté, à plus de mansuétude et de douceur dans la façon de gouverner, ce procès en est la preuve.

« A-t-il lieu de s'en donner ? Pour des gens qui ont vu la révolte de l'arbitraire, l'arbitraire ayant toujours été la seule arme favorite et la seule usitée tout à tour par tous les gouvernements. Pas un, libéral ou réactionnaire, autocrate ou démocrate qui, pour une raison ou pour une autre, n'ait cru devoir s'en servir. Nécessité fait loi, en matière gouvernementale, plus qu'en tout autre. Et avec l'arbitraire, que nous pourrions appeler plus communément le droit du plus fort, il est si facile d'éliminer ses adversaires, de mettre les ennemis du régime hors d'état de nuire.

L'arbitraire enfin est un moyen de gouvernement dont Machiavel nous a si judicieusement justifié les raisons pour les maîtres de l'heure. Moyen de gouvernement qui date du commencement des sociétés humaines, sociétés basées sur la contrainte et l'asservissement du grand nombre. Moyen qui pour être si vieux en est d'autant plus caduc et s'accommodé de plus en plus avec l'esprit, le ne dirai pas seulement anarchiste, mais bien plutôt avec ce qu'il est devenu d'appeler l'esprit nouveau, l'esprit de progrès, d'évolution et de révolution.

En effet, on n'accepte plus aussi bénévolement que par le passé la raison et la servitude. On en discute les raisons d'être, de ces dogmes religieux ou politiques, on les apperçoit qu'ils ne sont que l'expression de la volonté d'une infime minorité, et que peut prétendre représenter la vérité, et qui s'en sert pour asservir sa toute puissance.

Aussi le terme du régime de l'arbitraire, soit qu'il découle du droit divin, soit qu'il soit d'inspiration constitutionnelle, est proche et les nouvelles sociétés qui s'ébauchent, présentant à l'orient, et les révolutions sociales qui enfantent sous nos yeux ébahis et peut-être encore sceptiques un monde nouveau — révolutions à la contagion desquelles on ne saurait résister bien longtemps, quoique en puissent faire nos gouvernements — sauront substituer à ce régime barbare, inhumain, de nouveaux rapports, de nouvelles conventions, de nouvelles lois, établis, basés sur la raison, la solidarité, la libre discussion, le libre examen. Toutes choses impossibles avec vos institutions coercitives, tendant à assurer l'ordre et la domination d'une minorité d'oisifs et de privilégiés, domination qui s'exerce aux dépens des masses laborieuses et aussi aux dépens de l'esprit d'équité et de justice.

L'arbitraire est donc d'essence gouvernementale et ne disparaîtra qu'avec l'esprit d'autorité, avec la suppression de la société bourgeoise, capitaliste.

Mais avant que nous en soyons arrivés là, avant qu'une société harmonique, plus en rapport avec les besoins, les aspirations des individus vienne remplacer votre société d'incohérence, d'autoritarisme, de dictature, n'avons-nous pas bien, nous qui sommes en butte aux coups de cette dictature de classe — dictature que pourtant vous condamnez chez les bolchevistes mais que vous légitimez de votre part parce que vous assurez la sauvegarde du régime qui vous accorde situations, privilèges — n'avons-nous pas le droit de nous indigner que, dans ce pays où l'on prétend que chacun est l'égal de son prochain devant la loi, l'on dispose si cavalierement, avec tant d'arbitraire, de la liberté, quand ce n'est pas de la vie, de certains individus dont le seul crime est de ne point s'inspirer de l'orthodoxie officielle et de ne pas s'incliner servilement devant les maîtres du jour.

Aussi je ne saurais m'empêcher d'être très sévère contre l'incarcération dont j'ai été l'objet jusqu'à maintenant.

Que me reproche-t-on, en effet ? D'avoir voulu publier un manifeste. Vous devez être fixés à présent sur la façon dont j'entendais

le propagand et je n'ai pas à revenir sur mes précédentes déclarations. Dans ces conditions, vous l'avouerez, je me trouve fort embarrassé pour prendre, pour endosser les fameuses responsabilités qui, d'après le rapport du capitaine instructeur, m'incombent, paraît-il. C'est bien la première fois, pour moi, que pareil fait se présente et malgré tout le plaisir que cela pourrait faire à l'accusation, je ne vois pas trop comment je pourrais revendiquer une propagande qui ne fut pas faite.

Mais puisque malgré l'inexistence de tout délit on persista néanmoins à me garder en prison, puisque bien qu'il ne soit guère sérieux de me faire un grief et de me poursuivre pour un manifeste qui n'a jamais vu le jour, n'a par conséquent touché personne et n'a pu inciter à des actes que répréhend et condamnent vos lois, puisque malgré le néant de l'accusation on me fait comparaître devant vous pour le 20 février, juste le lendemain de l'attentat contre Clemenceau, pourtant dans l'intervalle j'avais été appelé devant le juge d'instruction et laissé en liberté. Simple coïncidence, direz-vous. Mais moi, par esprit de contradiction sans doute, j'y vois plus qu'une coïncidence, j'y vois ce qui est devenu d'appeler une manœuvre. Une manœuvre, parfaitement !... Qu'on me démontre le contraire.

On espérait assurément qu'au lendemain de l'acte de révolte de Cottin l'arrestation d'anarchistes, de révolutionnaires, de bolchevistes, disons le mot, serait bien accueillie par l'opinion publique. Vite on perquisitionna, on arrêta au petit bonheur. L'agitation, n'est-ce pas, dans l'esprit des nobles, dans l'esprit des gouvernants qui donnaient les ordres, de trouver les éléments d'un complot, ou tout au moins d'un vaste procès. Et si j'en juge par les résultats le mal qu'on s'est donné en la circonstance n'a pas abouti à grand chose. Et c'est avec bien de la peine, avec des arguments qui ne sont rien moins qu'irréfutables, que le capitaine instructeur a pu échafauder une inculpation qu'il est permis de qualifier de fantaisiste.

Dans ces conditions, je suis bien porté à croire que ce n'est pas la seule manœuvre que vous poursuivez en ma personne, mais surtout la propagande anarchiste, que l'on pensait peut-être arrêter, pour un temps, en m'incarcérant. Et cela, je le répète, contre tout principe d'équité et de justice. Il est donc bon que l'on sache, puisque certains l'ignorent encore, que dans ce pays où le régime, les institutions, les principes républicains reposent sur la charte élaborée et proclamée par la « Constituante » dans la grande révolution de 1789, que le nom de « Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen », charte où, dans un certain passage, il est écrit « que nul ne pourra être inquiété pour ses opinions politiques ou religieuses », il est bon qu'on sache qu'on l'an de grâce 1919 la liberté d'opinion est un vain mot et qu'on me poursuit, à défaut de tout autre motif, parce que je suis et me proclame anarchiste.

Mais croyez bien que si je peux m'indigner de telles choses, j'ai pas la naïveté de m'en étonner. Ce n'est pas la première fois, en effet, que l'on poursuit les anarchistes sous le seul prétexte qu'ils sont anarchistes, et qu'ils propagent un idéal qui met en danger l'ordre social présentement établi, ordre social de qui l'on ne peut moins dire que tout n'y est pas et n'y va pas pour le mieux.

C'est pas d'aujourd'hui que les anarchistes se sont vu mettre hors la loi et se de voir supprimer les libertés garanties accordées à tout autre citoyen en notre douce patrie. Les lois d'exception qui les frappent, ces lois qu'un grand et honnête bourgeois, défunt F. de Pressensé, a si bien qualifiées de « lois scélérates », ces lois contre lesquelles un autre grand bourgeois, j'ai nommé M. Clemenceau, déclarait : « Je ne crois pas qu'il y ait dans aucun code de barbarie une législation plus abominable », ces lois que dans un moment d'effacement, au lendemain de la bombe de Vaillant à la Chambre, des parlementaires votèrent sans discussion, ces lois qui restent suspendues, tout comme l'épée de Damocles, sur la tête des audacieux qui n'ayant rien à ménager ne craignent pas de s'attaquer à la société bourgeoise, datent de 93-94 et c'est dire que bien des anarchistes ont eu à en subir les rigueurs.

Qu'est le libéralisme d'aujourd'hui, de nos pères de la grande révolution ? Et c'est de pareilles répressions que s'emploie celle qui était si belle sous l'Empire, cette république pour laquelle nous aieus ont consacré tant d'efforts, pour laquelle les poilus de la grande guerre 1914-1918 se sont sacrifiés, nous n'avons pas raison, nous anarchistes, qui au cours du monstrueux conflit n'avons cessé de dénoncer l'hypocrisie de nos gouvernements, qui pour masquer leurs appétits, leurs ambitions, leurs desirs de conquête et de domination poussaient le peuple à massacrer au nom de ces grands mots : Droit, Liberté, Justice, Civilisation.

C'est sans doute en vertu de ces mêmes principes que moi et mes co-accusés comparaissons aujourd'hui devant ce tri-

bunal ?... Monsieur le Commissaire du Gouvernement nous renseignera à ce sujet, j'espère.

Mais à quoi riment ces persécutions, cette répression ? Qu'espère-t-on faire ?... A quel résultat veut-on arriver ?... Autant on la prétention d'enterrer les idées comme l'on enferme les hommes. Voudrait-on empêcher la pensée de s'élever du cadre étroit des conventions officielles. Voudrait-on empêcher l'évolution humaine, on s'y prendrait un peu tard. A moins que l'on ne prétende que l'humanité soit arrivée au dernier degré de son développement, et que la République oligarchique qui préside à nos destinées soit le dernier stade du progrès humain. Mais trêve de plaisanterie. Les sociétés humaines sont soumises aux mêmes lois naturelles de transformation que l'ensemble de la matière, du Grand Tout, dont elles sont parties intégrantes. Si elles ne veulent pas disparaître, se consumer dans l'inaction, elles doivent marcher avec l'évolution et s'adapter constamment à de nouvelles méthodes de vie, d'organisation. Et c'est pas les petits hommes qui prétendent nous diriger, nous faire la leçon, s'appelleront-ils Poincaré ou Clemenceau, qui pourront s'y opposer. D'autres sectes ou trans s'y emploieront avant eux. Mais ils ont dû céder devant les événements, s'effacer quand ils ne furent plus utiles.

Complétez l'histoire et vous y puiserez de précieux enseignements à ce sujet.

L'Eglise s'est suffisamment employée à cette besogne de réaction, de répression et y a quelque peu réussi pendant plusieurs siècles. Et vous savez par quels moyens, par quels procédés. Mais elle n'a pu durer indéfiniment. On a pu torturer les corps, brûler les œuvres, en revanche on n'a pas pu étouffer les esprits et empêcher de se manifester les idées qui s'en dégageaient. L'Eglise était une puissance redoutable, la plus redoutable peut-être des puissances humaines. Elle a eu sa chute, elle a été éclatée, mais qu'est sa force présente après de ce qu'elle fut, frappée à sa base, ses dogmes confondus par la science, par le progrès humain qu'elle essaya si longtemps d'étouffer.

Plus près de nous le czarisme, digne allié de la France républicaine, par sa persécution, le Knout, la pendaison, s'est essayé lui aussi à arrêter l'élan de tout un peuple de 200 millions d'âmes vers le mieux-être. Sans plus de succès, et il en est mort. Et partout, dans notre vieille Europe, c'est l'éclatement des monarchies séculaires, c'est la disparition des sociétés capitalistes, c'est la faillite des institutions sur lesquelles la bourgeoisie pensait bien assise pour longtemps, par la force et l'arbitraire, sa domination.

Comme vous le voyez, on ne réussit pas facilement à mettre la lumière sous le boisseau, et que cela plaise ou non, il faut faire place à l'esprit nouveau, à l'esprit de fraternité et d'internationalisme, à une nouvelle conception d'organisation sociale basée sur l'entraide et le Communisme.

Aussi combien mesquins, puérils apparaissent vos moyens de coercition pour empêcher notre propagande. Et ce que les bacheliers, les titulaires de l'Inquisition, ce que les emprisonnements, les pendaisons du czarisme, ce que les fusillades et les déportations des Versaillais n'ont pu empêcher, croyez-vous mieux y réussir par les quelques années de prison que vous pourriez distribuer ? Autant vaudrait pour vous essayer d'arrêter le mouvement des marées, ou bien, nouveaux Joads, empêcher le soleil de poursuivre sa course.

En outre époque de matérialisme, de sciences positives, va-t-on enfin comprendre que s'il est possible d'asservir la matière, on ne peut, par contre, faire de fraternité avec l'âme des peuples, avec l'esprit de progrès, avec les idées de mieux-être et de perfectibilité qui sont, en un état plus ou moins développé, mais qui sont néanmoins dans chaque individu, et qui finissent toujours, par suite des connaissances de plus en plus étendues, par suite des rapports de plus en plus constants, par se manifester. Et c'est la révolution.

Révolution, ce mot vous choque, vous indigne...

Pourtant, si notre globe a revêtu cet aspect harmonieux qui nous charme, s'il nous est possible de goûter la poésie des paysages champêtres, des profondes forêts, s'il est permis à nos yeux éblouis de contempler la grandeur sauvage des sites alpestres, les panoramas grandioses qui s'étendent à l'infini, l'étendue sans borne des océans, ce n'est là que le résultat d'une série de révolutions géologiques qui ont profondément bouleversé et transformé la surface de cette terre, qui ont anéanti êtres et choses, changeant l'aspect de la croûte terrestre : arrêtant, détournant le cours des fleuves, transportant ailleurs les mers, englobant des continents, enfouissant des forêts, des bêtes et gens. Arrêtant et tout source de végétations et de vie et permettant ailleurs la réalisation, le développement de nouvelles formes d'êtres et de choses, de nouvelles existences de nouvelles sociétés.

Du jour où le primitif, après bien des tâtonnements, bien des essais, a pu différencier quelque peu des autres ani-

maux, et a réussi à s'élever au-dessus d'eux, il a fait œuvre révolutionnaire et depuis la nuit des temps, depuis l'époque jusqu'à nos jours, ce ne sont que luttas contre les éléments, contre les bêtes, contre les hommes ; ce ne sont que suites ininterrompues de bouleversements, de transformations, de révolutions, qui sont devenues de plus en plus fréquentes, de plus en plus radicales, au fur et à mesure que les idées se sont développées, que les individus prennent conscience de leur rôle, de leurs besoins, de leurs aspirations.

Qu'il me soit permis de citer, pour ne parler que des temps les plus rapprochés de nous, la révolution anglaise en 1648 — la révolution française en 1789 — la révolution de 1830 — celle de 1848 qui, ayant un caractère plus social que politique, eut une répercussion mondiale, et enfin la dernière en date pour notre pays, la Commune en 1871. Mais depuis, les idées ont évolué et les prolétaires s'étant jusqu'à suffisamment sacrifiés pour monter la bourgeoisie au pinacle, veulent maintenant, puisqu'ils sont les producteurs de toutes choses, devenir maîtres de leur sort. Et c'est la révolution sociale en Russie, en Hongrie, en Allemagne, en Italie, contre lesquelles nous trouvons ligés les ennemis d'hier, réconciliés dans la lutte contre le bolchevisme, ce qui n'empêchera pas celui-ci de s'installer en maître partout.

L'avenir appartient à la révolution sociale.

Que vous vous refusiez à l'admettre et que vous n'y compreniez rien, cela est possible. Les nobles d'avant 89 ne comprenaient rien non plus aux souffrances, aux plaintes du peuple, aux aspirations des bourgeois qui parlaient de Constitution. Et ils s'indignaient que la vile multitude dont ils avaient toujours rêvé et qu'ils avaient toujours pressurée, osât élever contre eux des critiques et formuler son désir de mieux-être. Aveuglés par leur prestige, enflés par leurs erreurs, refusez-vous, vous aussi, de vous rendre à l'évidence ? Pourtant les faits sont là — la démonstration de dimanche dernier en est une preuve — la transformation sociale est devenue inévitable.

Et dans nos sociétés humaines, c'est la pensée qui rend possible les révolutions, c'est la pensée qui est révolutionnaire et contre elle vous ne pouvez rien. N'est-ce pas l'Etat qui, par son instruction laïque et obligatoire nous apprend à lire, à écrire, à penser, à discuter. Et arrivés à l'âge d'homme, ce même Etat voudrait nous empêcher d'user de ces renseignements ? Ces prétentions sont par trop démesurées et quoi qu'on fasse, on n'arrivera pas à arrêter l'évolution des idées. Les procès, les condamnations servent, au contraire, à leur diffusion.

Libre à vous, maintenant, de me condamner !

Notre ami Content avant terminé la séance est remis au lendemain.

Troisième Audience

Au début de l'audience la parole est donnée à M. le commissaire du gouvernement, M. de Meur développe le rapport du capitaine Grébaud.

Le cri « A bas la guerre » par lequel Béranger a terminé ses déclarations, représente pour lui la mentalité des accusés.

« Ces hommes-là, dit-il, ne se sont pas rendus compte que la guerre sainte qu'ils ont pas vu qu'elle remplissait un devoir sacré et luttaient pour un but de défense pour le droit des peuples. » Puis M. de Meur s'attache à établir Content et montre le caractère pernicieux et dangereux de « son tract ». « C'est un appel à la révolte, à la fraternisation des peuples, une exaltation contre les personnes et les propriétés. Il s'indigne sur les « mots de « patries problématiques ». Peut-on appartenir à des patries problématiques ? Peut-on également avoir des frères au delà du Rhin ? La pensée maîtresse du tract tombe sous la loi de 1894. Content, dit M. de Meur, affirme qu'il n'y a avec une grande sincérité et n'en rougit pas. »

« Et Content l'interrompt pour ajouter : « J'en fais gloire. — Sa vie, ses antécédents, ses interventions dans les réunions publiques, le montre comme un militant dangereux. Quoi qu'il arrive, soyez assurés, il ne changera pas. Ce sont des hommes comme Content qui animent les bras comme ceux de Cottin, qui ont fait aucun rapport direct, avec les deux « affaires ».

« — Pour l'intérêt de la défense sociale et de l'humanité, la justice, saisi des faits de cette nature, doit les réprimer et frapper le coupable. »

— Ensuite, M. de Meur passe en revue les faits incriminés aux deux autres accusés et commence par l'examen des idées contenues dans la brochure : *Les gouvernements alliés contre les Soviets*.

« — Les informations données par cet ouvrage sont de nature à jeter le doute sur le gouvernement et l'autorité militaire. »

« Le but de ceux qui ont rédigé ce tract est de faire croire que seuls les Russes sont intéressants, que les soldats français et anglais les assassinent et que les gouvernements alliés se sont refusés à des pourparlers de paix. »

Répondant à certaines allusions faites au passé de M. Clemenceau, il dira que :

« — Seuls les Soviets ne changent pas. » Or, à son avis, le président du Conseil n'a guère changé, n'a fait que céder un peu le pas à ses idées d'autrefois, ses théories se sont légèrement atténuées dans la pratique. Mais il est toujours « amoureux de la liberté : il a voulu défendre la liberté la plus haute, celle de la France toute entière, dont elle a été « toujours le champion. »

M. de Meur termine en déclarant Content le plus coupable. C'est lui qui possède la pensée la plus violente, la plus agissante, aussi il le considère comme le plus dangereux, il a du reste trahi en un langage net et précis, des appels à la révolte. Il réclame pour Content la peine la plus forte. Le président donne la parole à l'éminent défenseur de Content, M. Mauranges.

L'écho de l'hymne de la liberté que vous avez chanté, Monsieur le Commissaire du gouvernement, est à peine éteint que je me lève pour défendre un homme qui se défend. Mais il est toujours « amoureux de la liberté : il a voulu défendre la liberté la plus haute, celle de la France toute entière, dont elle a été « toujours le champion. »

« Comme récompense aux souffrances des hommes pour la France, qu'a-t-on donné ? Rien de ce qu'on attendait. Toutes les belles paroles, toutes les espérances que l'on avait fait briller aux yeux de tous pendant la guerre, on semble maintenant vouloir les faire oublier. Liberté ! vain mot d'illusion !... »

« Une dictature d'hypocrisie et de mensonge semble planer au-dessus de la nation, les libertés politiques et sociales sont supprimées. Les garanties judiciaires ? Les garanties individuelles, où sont-elles ? »

« Voilà une singulière réponse aux vœux

« débordants d'une démocratie qui espérait « plus de justice sociale. On semble vouloir arrêter le flot des idées modernes purifiées par la souffrance des peuples. »

Puis l'avocat parle de l'homme qui dirige la France et semble le moins qualifié pour gouverner par l'arbitraire.

« Dans le domaine des idées, cet homme aujourd'hui président du conseil, fut leur « prédécesseur » des accusés ont cherché « simplement à répandre ce qu'exprimait « autrefois celui que vous ne voulez pas « considérer, Monsieur le Commissaire du « gouvernement, comme leur provocateur, « leur. »

M. Mauranges rappelle qu'après l'arrestation de Content, 15 mars 1919, les camarades de ce dernier purent remplir leur journal le *Libérateur* de la prose significative de M. Georges Clemenceau.

En 1909, alors sénateur, il disait : « L'Etat, je le connais, il a une longue histoire « toute de meurtres, toute de sang. Tous « les crimes qui se sont accomplis dans le « monde, les massacres, des guerres, les « manquements à la foi jurée, les bêtises, « les supplices, les tortures, tout a été justifié par l'intérêt de l'Etat, par la raison « d'Etat, de suite l'honneur de l'Etat omni- « potent, souverain maître de l'humanité. « Hier, ne disait-on pas que l'Etat était « supérieur à la justice ! Je ne suis pas le « sujet de cet Etat. »

« Schateau, il pouvait se permettre de dire « ces choses et lorsqu'il est le maître de « l'Etat, il voudrait réduire tout le monde à être son sujet. »

« Homme paradoxal qui a précédé ces « hommes dans l'anarchie. »

« Ce que je vois de plus grave, c'est le « désarroi des esprits, la torpeur dans la « quelle on veut les plonger. »

« En 1915, on se rappelle la campagne « violente du *Libérateur* contre le mensonge « du chef du Gouvernement, il écrivait : « Je n'admets pas que l'Etat de guerre sup- « prime, sous un gouvernement français, « le droit commun. »

« La loi de 1894 est une loi d'exception « (on, son application signifie la trahison « profond du pouvoir. On n'a recouru ors- « qu'on ne veut pas comprendre les exi- « gences du peuple et que les lois ordina- « res ne suffisent plus. »

« L'application des lois d'exception consti- « tute un régime d'injustice ». (Clemenceau)

« N'est-ce pas étonnant que ce même « homme soit à en demander l'application « depuis qu'il est au pouvoir. »

« J'ai, je veux avoir confiance en vous, « vous ne condamnez pas Content. »

« Vous comprenez l'esprit de sacrifice « de Content pour une grande cause, vous « qui êtes les hommes du sacrifice désin- « téressé. »

Que reproche-t-on à Content ?

Maitre Mauranges énumère alors les faits à la charge de notre camarade. Le 15 Décembre 1918, perquisition à l'imprimerie Fabre, on y trouve le plomb d'un tract intitulé : « Au Peuple Français ». Voilà le fait. Le seul tract qui ait été reproduit est « fait par la police. Deux mois après, par « rait dans le *Libérateur* le même texte qui « perd beaucoup de sa signification après « les échappatoires de la censure. Le 6 février « le capitaine Grébaud convoque Content, « il est inculpé de menées anarchistes, « mais est laissé en liberté. Quand l'ar- « rêté du 10 février, le lendemain, le « l'attentat de Cottin. Le capitaine Mornet « n'hésite pas à verser au dossier de Cottin « celui de Content. Donc complicité mora- « le ? où commence-t-elle, où finit-elle ?

« Il y a huit jours, on pouvait lire dans « l'Action Française un article abominable, « véritable incitation à l'assassinat... « et le parquie ne s'en émeut pas. Il sem- « ble que les provocations sont excusables « quand elles sont dirigées vers quelques- « uns et coupables quand elles le sont vers « d'autres. »

« La loi de 1894, contre les menées anar- « chistes, ne vise pas l'opinion intime, il « faut qu'elle s'extériorise par un fait de « propagande. Or, cet élément est bien « faible puisque le seul tract imprimé est « la morasse de la police. »

« Il manque dans ce procès une victime « du délit, une personne incitée, cas pré- « vu par la loi. »

« Tout le passé de Content vous dit sa « bonne foi, son courage à prendre ses res- « ponsabilités. C'est un anarchiste sin- « cère, convaincu, il réclame son idéal. »

« Dans le tract, il n'y a pas autre chose « que cette idée belle : Les peuples doivent « prendre en main leur sort. »

« Condamner la pensée parce qu'elle est « fautive, c'est d'une grande imbecillité. Es- « sayez de leur l'idée révolutionnaire, c'est « inutile et dangereux. L'histoire de la « pensée est faite du martyrologe des « grands penseurs. »

« Evoquons : Socrate et les Sophistes, « Jésus et les Pharisiens, Dolet et les In- « quisitions. »

« Faudra-t-il rappeler, plus récemment, « le grand éducateur Ferrer et la cour mar- « tiale. »

« Ils sont la gloire la plus pure de l'hu- « manité. L'idée triomphe de tout, c'est la « loi du progrès. Les jugements de haine « assassinent les hommes comme les bal- « les. »

« Vous ne condamnez pas la pensée, « vous serviriez la cause de ces hommes en « la condamnant. »

« Quand on voit la grande misère des « uns, la trop grande richesse des autres, « on comprend les efforts des peuples pour « atteindre un idéal de justice. Cette lutte « elle est humaine. La guerre n'a rien « changé, bien au contraire. Il y avait « trop de soldats dans les tranchées. Les « grandes victoires, étaient les longues « marches, les petits, les humbles, quelques « clartés sont montées des tranchées. Les « fautes des grands apparaissent. La mas- « se ne veut plus être victime parce qu'elle « le est clairvoyante (Wilson). »

« A l'heure actuelle l'Europe est secouée « dans ses entrailles car elle s'aperçoit que « seul le peuple qui souffre, le seul la victi- « me de ce qui est nécessaire pour entrepren- « dre de grandes réformes dans la vie. »

« L'heure ne permet plus de ruser avec « la justice. »

« Vous cherchez ceux qui ont pu pro- « duire le geste d'un assassin ? Ils sont « dans les tranchées, dans les camps, dans « la misère humaine qui tout entière se dres- « se aujourd'hui devant vous. Ce sont « nos poètes Victor Hugo, Zola, Mirbeau. « Ce sont nos grands philosophes Platon, « Kant et Rousseau. »

« Suffit-il alors que ces agents provoca- « teurs parviennent aux honneurs pour « être respectés ? Et seuls seront-ils « coupables les petits qui auront eu dans « la pensée des idées, il faut alors con- « damner tout cela, brûler les livres, écar- « ter les cerveaux et semer la terreur. »

« La provocation, elle vient aussi de « ceux qui obsèdent, par intérêt, à ne « pas reconnaître l'assassinat. »

« Le dévouement le véritable caractère du « mouvement libérateur ou qui veulent « étouffer l'idée, l'arrêter par la force. »

« Les peuples ont compris ! Pendant « quatre ans, ils ont été jetés les uns con- « tre les autres en hécatombes effroyables. « Il a fallu leur parler de liberté, « de justice pour les envoyer à la mort ! »

« Maintenant ils veulent toute liberté et « toute justice. »

« Dans la rue rouge de sang, des clar-

LES ROUGES PAQUES

Ding ! ding ! don !... ding ! don !
Les Jacques ! Les Jacques !
Voici les rouges Pâques !
De trop jeûner nous sommes las.
Prenons nos faux pour couteaux.
Tocsin, tocsin, sonne le glas !
Voici les rouges Pâques !

Ding ! ding ! don !... ding ! don !
Les Jacques ! Les Jacques !
Voici les rouges Pâques !
Les feux que nous avons boutés
Au pied des donjons redoutés
Crépitaient dans l'ombre. Ecoutez !
Voici les rouges Pâques !

Ding ! ding ! don !... ding ! don !
Les Jacques ! Les Jacques !
Voici les rouges Pâques !
Partout l'incendie en passant
Met comme un coq resplendissant
Sous sa crête couleur de sang.
Voici les rouges Pâques !

Ding ! ding ! don !... ding ! don !
Les Jacques ! Les Jacques !
Voici les rouges Pâques !
Flammes castels et châteaux,
Femmes grosses et moines pleins !
Feux de Saint-Jean pour les vilains !
Voici les rouges Pâques !

« tes blanches sont appares et les pen-
« ples se cherchent pour l'œuvre de régé-
« nération. Rien n'arrêtera l'œuvre de
« ment. Les peuples suivront dans l'amour
« les bons bergers, comme ils ont suivi
« hier, dans la haine, les mauvais. Com-
« prenez la grandeur tragique de l'heure.
« La tâche est immense. De suite qu'on
« se mette à l'œuvre. Il faut tout faire
« pour élever ceux qui ont souffert et qui
« souffrent encore. »

« Messieurs, donnez à votre verdict d'ac-
« quiescence cette signification de clair-
« voyance et de sagesse. »

Des applaudissements accueillent la fin
de l'éloquente plaidoirie de M. Mauranges.
Le conseil en parait quelque peu impres-
sionné.

Le président donne ensuite la parole à
M. Le Troquer.

Par une plaidoirie énergique et auda-
cieuse, M. Le Troquer défend notre camara-
de Béranger, poursuivi pour avoir com-
posé la brochure : *Les Gouvernements
Alliés contre les Soviets*. On l'accuse
d'être le principal responsable de la diffu-
sion de cet ouvrage.

« Ce n'est pas exact. »

« A en croire le rapport, cette brochure
contient quatre documents rédigés avec
« mauvaise foi et perfidie. Et l'avocat
examine alors les passages essentiels de
ces documents vrais. »

C'est toute la question de l'interven-
tion en Russie. Le courageux défenseur évoque
d'une façon émouvante la Russie malheu-
reuse sous le tsarisme et maintenant révol-
tée, libre, cherchant à revivre dans un
nouveau régime.

Une expédition contre la Russie, expli-
quée tout longuement, est une sottise et un
crime.

« Alors, s'écrie-t-il, quel est le but de ce
« procès ? Ces accusés ont voulu éclairer
« l'opinion. La pensée est libre. Poursui-
« vre des hommes, les condamner, c'est
« faire sa lever, plus vite, le soleil rouge
« des temps nouveaux. »

Après cette vigoureuse plaidoirie, la
séance est levée.

Quatrième Audience

L'audience débute par la plaidoirie de
M. Berthon, le défenseur de l'imprimeur
Fabre.

Dans son habile plaidoirie, M. Berthon
expose le rôle de Fabre comme imprimeur
à façon. Il nous dit comment Fabre tra-
vaillait pour Béranger, comment il tra-
vaillait pour une librairie catholique.

« M. Mauranges plaide ensuite pour
notre camarade Rigault, poursuivi pour
avoir répandu une brochure non visée par
la censure, « Les Gouvernements Alliés
contre les Soviets ». Accusation injuste,
puisque cette brochure avait été distribuée
déjà pendant la guerre. Pourquoi est-il plus
coupable que d'anciens révolutionnaires,
dans le pays ? Serait-ce donc mal
« faire sa lever, plus vite, le soleil rouge
« des temps nouveaux. »

Après cette vigoureuse plaidoirie, la
séance est levée.

L'avocat parle ensuite des circonstances
dans lesquelles le libellé a été distribué.

« Après la victoire, la guerre est finie,
l'assassinat était en droit de croire que la
« vie recommencerait que la pensée renaî-
« sât, qu'après les ténèbres, c'était la bril-
« lante clarté du jour. »

« Rigault est convaincu d'avoir servi
« son pays ; son mobile fut noble et désin-
« téressé. »

« Que renferme cette brochure ? Pas au-
« tre chose que des documents histori-
« ques, donc un aspect de la vérité. »

« Qui a intérêt à cacher la vérité ? Ceux
« qui mentent ou ceux qui la craignent. »

« Et n'est-ce pas un devoir de chercher
« à dissiper les erreurs ? La liberté de pen-
« sée n'existe plus ! »

Puis l'énergique défenseur fait avec beau-
coup de clarté et de précision l'examen
des idées contenues dans la brochure.

C'est un peu l'histoire de la révolution
russe.

« L'effort de Sadoul qui, avec sa clair-
« voyance et sa raison, propose aux gouver-
« nements alliés, une politique de ménage-
« ment et de loyauté. »

« La paix demandée par la Russie. »

« Le tsarisme, en plus de ses trahisons,
vis-à-vis de nous, a mis la Russie dans
« un état déplorable. Après sa chute, le peu-
« ple en révolution veut la paix. Donc les
« bolchevicks ne font qu'exécuter la volonté
« commune. »

« Le 26 octobre 1917, ils proposent une
« paix générale, paix qui ne tient pas com-
« pte des victoires militaires, mais des droits
« des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est
« l'esprit nouveau et l'ancien qui se heur-
« tent. Les Alliés ne répondent pas, leur atti-
« tude est hostile, on ne veut pas tendre
« la main aux bolchevicks, parce qu'ils re-
« présentent la révolution. »

« Regardons, avec gravité et réflexion
« profonde, ce grand débat historique. »

« Quelles que soient leurs fautes, les peu-
« ples de Russie et de France sont faits
« pour s'aimer dans la liberté. »

« Je demande pour Content : « Liber-
« té. » pour Rigault je demande : « Liber-
« té. »

Merci M. Mauranges, défenseur des jus-
tes causes, les belles qualités d'intelligen-
ce, de logique et de raison, nous les re-

Ding ! ding ! don !... ding ! don !
Les Jacques ! Les Jacques !
Voici les rouges Pâques !
Nous qui semons tant pour autrui,
Hardi, paysans ! L'heure a lui
De semer pour nous aujourd'hui.
Voici les rouges Pâques !

Ding ! ding ! don !... ding ! don !
Les Jacques ! Les Jacques !
Voici les rouges Pâques !
Dans la nuit aux sombres sillons,
Semeurs de flamme, éparpillons
Ces coquelicots vermillons.
Voici les rouges Pâques !

Ding ! ding ! don !... ding ! don !
Les Jacques ! Les Jacques !
Voici les rouges Pâques !
Dans ce champ de coquelicots
Le coq de feu sur ses ergots
Claironne des cocoricos.
Voici les rouges Pâques !

Ding ! ding ! don !... ding ! don !
Les Jacques ! Les Jacques !
Voici les rouges Pâques !
Nous prendrons, quand nous serons las,
Tocsin, tocsin, sonne le glas !
Voici les rouges Pâques !
Ding ! ding ! don !... ding ! don !

trouvons dans vos plaidoiries. De plus, le
chânon prenant de votre parole, la beau-
té et l'harmonie de votre phrase nous font
sentir l'âme ardente de celui qui est à la
fois penseur et poète.

La dernière déclaration de Béranger fut
assez violente. Il déclara, notamment que
« s'était toujours prononcé contre la
guerre, c'était à cause des horreurs et des
souffrances qu'elle accompagnait et que ceux
qui ne la haïssaient pas étaient forcément
des profiteurs de guerre. »

Celle de Content fut plus courte, mais
non moins courageuse.

« Je tiens à déclarer, dit notre camarade,
« que je continuerai à propager ce que je
« crois être la vérité. Hier, j'étais anarchis-
« te, je le suis aujourd'hui et je le serai
« demain, espérant ainsi rester toujours
« avec les sois, puisque, d'après M. le
« commissaire du Gouvernement, il n'y a
« que les sois qui ne changent pas de con-
« victions. »

Admettons le courage de nos camarades
qui n'ont pas hésité à affirmer avec fran-
chise leurs sentiments quelques minutes
avant que le conseil ne se retire pour déli-
bération.

Après une assez longue délibération, le
président donne lecture du jugement sui-
vant :

Content est acquitté.

Fabre est acquitté.

Rigault est condamné à trois mois de
prison avec sursis.

Béranger est condamné à un an de pri-
son. Pourquoi ?

UN REQUIN

On a appris, sans émoi, la nomination
du baron von Millerand (titre authentique)
à la présidence du conseil d'Alsace-Lorraine.
L'événement est passé inaperçu. La pre-
mière chose qui dut tout, qui est parfaite-
ment renseignée et qui remémore parfaite-
ment ses lecteurs, n'a soufflé mot. S'est-elle
souvenue que von Millerand a été du
Parti, ou bien est-ce le cru de voir menager
les sympathies que l'ex-camarade a pu gar-
der dans les coulisses du groupe parlemen-
taire ?

Il faut aller chercher dans la presse bour-
geoise des commentaires raisonnés sur l'en-
voi de Millerand en Alsace-Lorraine.
L'œuvre prouve, par des citations, que le
président du Conseil ne cultive personnel-
lement aucune estime pour l'Alsace-Lor-
rain. Il vient cependant de faire un vice-roi.
De puissantes influences ont donc dû se ma-
nifester. Quelles sont ces influences ? Pour
les connaître, il faut connaître l'homme et
le tout pas ignorer le milieu dans lequel
cet homme a été élevé, à gouverner.

L'homme ! Un avocat d'affaires : l'AVO-
CAT DU COMITE DES FORGES ! Un an-
cien ministre de la Guerre qui se signala
par le rétablissement des troupes mili-
taires, mais surtout par la faveur toute
spéciale qu'il accorda aux fabricants d'ar-
nement ; un ancien ministre des Travaux
publics qui, en cette qualité, contribua,
plus que tout autre, à développer la haute
métallurgie, à accorder, gratuitement, à
des consortiums les concessions de Briey
que ces mêmes consortiums cédèrent, le
lendemain, dans la mesure du tiers et
moyennant des millions, à des consortiums
allemands... C'est Millerand encore qui,
vers 1898-1899 par un tour de passe-passe
dramatique, nous mita dans les forges de
Meur-et-Melle des concessions de houil-
lères, dans le Nord et le Pas-de-Calais,
sous le régime périmé de la loi de 1810,
c'est-à-dire sans charges, sans obligations,
à perpétuité. Rappelons enfin qu'en 1910,
il fut le fauteur d'un projet de loi qui
remit la fin fleur de la sidérurgie inté-
rieure désireuse de rendre un hommage
tardif au père de l'industrie de l'acier, à
Pierre Martin, l'inventeur du four à sole,
resté pauvre quoique sa découverte rap-
portait annuellement plus de 5 milliards aux
Requins de l'acier.

Un tel homme n'a évidemment rien à re-
fuser au Comité des Forges. Un tel forban
devait être choisi pour soutenir les inté-
rés du Comité des Forges en Alsace-Lor-
raine. Sa nomination prouve que le Comité
des Forges, malgré le relents scandaleux
dont il a fait les frais, et dont il s'est muni,
qu'il n'est resté, est resté omnipotent. Et
nous lisons que Millerand s'est adjoint un
certain M. Coste, ancien directeur de la
Société de Montcau-Les-Mines, ancien di-
recteur des Mines au ministère de l'Arme-
ment, et un M. Rousseau, conseiller d'Etat
qui, avec le président, se partagea le dé-
faut acharné des principes sacrés de la loi
de 1810.

Voyons maintenant dans quel milieu ces
requins vont nager.

Qui dit Alsace-Lorraine dit *Minerais de
Fer, dit Combustible, dit Soude et Potasse*.

Le minerai de fer de Thionville repré-
sente une extraction annuelle de 21 mil-
lions de tonnes, un peu plus de ce que l'en-
semble des gisements français a produit en
1918. Il y a 33 mines de fer en pleine ac-
tivité ; il y a 95 hauts fourneaux en plein
rendement ; il n'y a pas moins de 25 éta-
blissements sidérurgiques considérables,
pourvus de tous les perfectionnements in-
dustriels, équipés pour la production en
grandes quantités et de métaux, des main-

tenant, le tonnage de fonte et d'acier que
la métallurgie française produisait hier.

Le bassin de la Sarre, de son côté, re-
présente une production annuelle de
20 millions de tonnes de houille suffisantes
pour combler le déficit charbonnier d'avant
la guerre. Il ne comporte pas moins de
90 puits de mine parfaitement outillés qui
fournissaient hier pour le profit du fisc
bavarois et prussien.

Toutes ces richesses, tous ces établis-
sements ont été pillés, dès la conclusion de
l'armistice, sous la coupe d'un Comptoir
inféodé au Comité des Forges et dont le
premier souci, ainsi qu'il ressort d'une
question de Cachin à Loucheur, a été de
réduire la production pour ne pas submer-
ger le marché national, pour ne pas que
les prix s'effondrent, pour ne pas que les
établissements demeurés de ce côté-ci de
la frontière et qui ont plus ou moins souf-
fert de la guerre, malgré les précautions
prises, ne pâtissent point de la concurren-
ce...

Il fallait un Millerand pour arranger les
choses au mieux des intérêts sidérurgiques.
Millerand, vice-roi d'Alsace-Lorraine, c'est
le salut ! C'est le triomphe assuré et ga-
ranti du Haut Fourneau !

Ah ! les gredins, les sinistres gredins !
Hier, en pleine tuerie, ils avaient peur
que la Victoire trop complète leur fût dé-
sastreuse. Ils disaient, ils publiaient :

« La reprise de l'Alsace-Lorraine, sujet
d'actualité pour la France entière, va ce-
pendant créer une situation difficile pour
la sidérurgie de l'Est qui ne pourra lutter
immédiatement, et en France même, con-
tre les usines allemandes du bassin de
Thionville ; c'est Roehling, Stumm, Thy-
ssen qui vont devenir les rois de la métal-
lurgie française. »

Et pour « parler à ce danger, ils propo-
sèrent d'écarter ces métallurgistes alle-
mands du marché français, en leur conser-
vant le statu quo ante économique par un
régime douanier et ferroviaire spé-
cial... » (1).

Comprend-on maintenant pourquoi il
était nécessaire que ce fût Millerand, et
pas un autre, qui allait organiser en Al-
sace-Lorraine le brigandage capitaliste
français, absolument digne du brigandage
capitaliste allemand, avec un peu plus de
ronerie célébrée ?

Mais nous tenons les coquins, nous ne
les lâcherons pas.

Rh.

Pourvoyeurs de Bagnes

L'acquisition de Villain a été l'occasion,
pour une partie de la presse socialiste
et syndicaliste, de se couvrir d'opprobre.

Le lendemain du verdict, ces journaux
parurent avec des manchettes ignobles :
droit de tuer, que les assassins continuent,
provocation de classe, défi aux travailleurs.

On espère, par ces procédés de grands
boulevards, influencer les travailleurs qui,
plus humains que leurs dirigeants, étaient
désintéressés de ces procès, les entraînant
à demander la révision et à obtenir la
condamnation de Villain.

Ils eussent été mieux inspirés en se ser-

